



**Communiqué
Pour diffusion immédiate**

Négociation nationale 2015 **Les profs intensifieront leurs moyens de pression**

Montréal, lundi 23 novembre 2015 – Devant l'entêtement du gouvernement du Québec à négocier le prochain contrat de travail des enseignantes et enseignants à coût nul pour la durée de la convention collective, la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) maintient la suspension des travaux à la table sectorielle en éducation et, en guise de réponse, les enseignantes et enseignants de la FAE intensifieront leurs moyens de pression avant la fin de l'année.

Cependant, la FAE estime qu'il est toujours possible d'en arriver à une entente satisfaisante, et c'est pourquoi elle a en mains une proposition globale de relance. Dès que le gouvernement aura levé sa condition qui consiste à renégocier le contrat de travail à coût nul, la FAE présentera le contenu de cette proposition aux représentantes et représentants patronaux.

« Le gouvernement du Québec, qui ne déroge pas de son approche à coût nul, prive non seulement l'école publique, mais aussi tous les élèves et les profs d'une voie de passage pour sortir de cette impasse. Il est de plus en plus clair que c'est le gouvernement, mais aussi les gestionnaires des commissions scolaires et les directions d'établissement qui ne souhaitent pas négocier. Ces gens osent affirmer que les profs ne valent même pas 50 cents de plus pour la durée du contrat de travail! À la FAE, nous sommes toujours prêts à négocier, mais nous ne négocierons pas la détérioration des conditions de travail des 34 000 membres que nous représentons. Et nous refusons que le gouvernement négocie en fonction d'un cadre budgétaire et non en fonction des besoins des élèves et des profs. Un réinvestissement massif en éducation est devenu incontournable pour répondre à une situation invivable. Le gouvernement annoncera cette semaine un surplus de 1,2 milliard de dollars, soit l'équivalent des coupes faites en éducation au cours des dix dernières années. Le gouvernement ne peut plus prétendre qu'il n'a pas les moyens de réinvestir dans le réseau des écoles publiques. Qui fait vraiment la sourde oreille au Québec? », s'interroge vertement le président de la FAE, Sylvain Mallette.

34 000 profs fiers et en colère

Afin de s'outiller pour faire face au mépris du gouvernement, la FAE tient aujourd'hui un rassemblement des personnes déléguées afin de faire un état de la situation des négociations et d'évaluer les perspectives. Plus de 600 enseignantes et enseignants sont réunis au Palais des congrès à Montréal afin de discuter des options possibles. Les syndicats affiliés à la FAE ont d'ailleurs commencé la semaine dernière à consulter leur assemblée générale respective sur un mandat de grève de trois jours consécutifs, à être déclenchée avant la fin de l'année. Le

Conseil fédératif de négociation de la FAE se réunira à nouveau jeudi pour décider de la suite des choses.

« La colère des enseignantes et enseignants ne diminue pas. Nous sommes très déterminés et mobilisés, tout comme la population québécoise qui refuse que le gouvernement sacrifie une génération d'élèves sur l'autel de l'austérité. En agissant comme il le fait, le gouvernement passe du mépris à la provocation! On trouve 1,5 milliard de dollars pour sauver Bombardier, mais pas un seul cent pour les élèves qui fréquentent l'école publique? On augmente le salaire des députés de 31 % et on trouve « par erreur » 416 millions de dollars de plus pour rémunérer les médecins spécialistes, mais rien de comparable pour les enseignantes et enseignants? Le gouvernement a un choix à faire : devenir le défenseur de l'école publique, ce qu'il devrait être, ou encore demeurer son fossoyeur », conclut M. Mallette.

La FAE regroupe huit syndicats qui représentent plus de 34 000 enseignantes et enseignants du préscolaire, du primaire, du secondaire, de l'enseignement en milieu carcéral, de la formation professionnelle et de l'éducation des adultes, ainsi que les 600 membres de l'Association de personnes retraitées de la FAE (APRFAE).

- 30 -

Source : Fédération autonome de l'enseignement

Renseignements : Marie-Josée Nantel, conseillère au Service des communications

Bureau : 514 666-7763, poste 296

Cellulaire : 514 603-2290